

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 000493 – MDE 21/018/00

Informations complémentaires sur l'AU 319/99 (MDE 21/019/99 du 15 décembre 1999) et ses mises à jour (MDE 21/012/99 du 20 décembre 1999, MDE 21/001/00 du 10 janvier 2000 et MDE 21/017/00 du 24 juillet 2000)

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## PRISONNIER D'OPINION / PRÉOCCUPATIONS D'ORDRE JURIDIQUE DÉTENTION AU SECRET

AUTORITÉ PALESTINIENNE

Abd al Sattar Qassem, 50 ans, universitaire

---

Londres, le 31 juillet 2000

Abd al Sattar Qassem a bénéficié d'une remise en liberté inconditionnelle le 28 juillet 2000. Il a remercié Amnesty International d'être intervenue en sa faveur.

Abd al Sattar Qassem avait été arrêté en novembre 1999, en même temps que sept autres universitaires et écrivains, pour avoir signé une déclaration critique à l'égard des dirigeants palestiniens. Amnesty International considérait ces huit personnes comme des prisonniers d'opinion. Six d'entre eux ont été libérés un mois plus tard, mais Abd al Sattar Qassem et une autre personne sont restés en détention jusqu'au 6 janvier, date à laquelle ils ont été libérés après avoir signé un document dans lequel ils s'engageaient à honorer toute citation à comparaître qui leur serait adressée, et à payer la somme de 50 000 dinars jordaniens (soit environ 73 000 euros) s'ils ne s'acquittaient pas de cet engagement.

Abd al Sattar Qassem avait été arrêté à nouveau le 18 février, et était demeuré en prison sans inculpation ni jugement alors même que la Haute cour de justice palestinienne avait ordonné sa libération immédiate le 6 juillet 2000.

**Aucune action complémentaire n'est requise de la part des membres du Réseau d'Actions urgentes.**

**Un grand merci à tous ceux qui ont envoyé des appels en faveur d'Abd al Sattar Qassem**

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.  
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*